



## **Déclaration préalable – Formation Spécialisée du Conseil Social d'Administration spécial départemental du 5 octobre 2023**

Monsieur le Directeur Académique,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Mesdames et Messieurs les membres de la FS CSA SD22,

Nous siégeons donc aujourd'hui dans cette instance départementale qui aborde les conditions de travail des personnels de l'Éducation. Nous allons nous répéter mais les problématiques restent entières, voire majorées...

En tant que représentants de l'**UNSA Éducation**, nous tenons à vous alerter sur l'état de tous les personnels seulement quelques semaines après la rentrée.

Vous aurez noté que je parle de tous les personnels, quels qu'ils soient, et bien jamais nous n'avons eu autant de personnes à nous faire part de leur fatigue, de leur forte lassitude, du fait qu'ils attendent déjà avec impatience et soulagement les prochaines vacances.

Et parmi ces personnels, nombre d'entre eux n'ont pas saisi de fiche SST, ce qui permet de rappeler que le registre SST n'est que la partie émergée de l'iceberg...

Tous les personnels nous alertent sur la charge de travail, que nous dénoncions déjà l'an dernier et qui est énorme et inédite dans ses proportions en cette rentrée.

Cette charge de travail s'explique par les multiples projets et annonces du couple ministériel et présidentiel, à appliquer les unes après les autres, chacune étant une nouvelle priorité à mettre en place pour hier.

Les personnels subissent ces annonces perpétuelles qui mettent à mal nos métiers car l'école doit tout faire, sur tous les sujets, sans moyens et est responsable de tout.

Il faut y ajouter le mépris parlementaire auxquels ont eu le droit nos représentants du personnel lors de la commission éducation à l'Assemblée Nationale, un vrai scandale et un mépris affiché à tous les personnels.

Depuis la rentrée, il y a donc une très forte pression sur tous les personnels et dans les établissements il faut y ajouter la mise en place du pacte qui génère de sacrées tensions puisque, dans certaines situations, il y a de fortes pressions...

L'une des très fortes problématiques rencontrées par nos collègues et pour laquelle nous vous alertons régulièrement est celle des élèves à forts troubles du comportement. Ils ne concernent pas que les élèves en structure ordinaire ou dans une classe faute de place en établissements spécialisés, ce qui est tout sauf de l'inclusion et met en souffrance les élèves, leurs parents et les enseignants et AESH que nous n'oublions pas.

A la lecture du nombre inquiétant des fiches SST depuis cette rentrée, nous sommes logiquement alertés par le nombre de situations parfois dramatiques qui témoignent de la souffrance chez nos élèves qui sont parfois en attente, depuis 5 ans ou plus d'une place qui se libère. Cela génère une forte incompréhension et même une souffrance des enseignants. Je le redis, au nom de tous les personnels concernés, dans ces situations on peut parler de maltraitance institutionnelle. Et certaines situations aiguës n'ont pas été saisies dans le registre SST, nous tenons à le rappeler.

Ces forts troubles du comportement émanent aussi de tous jeunes élèves (en maternelle) qui manifestent une violence verbale et physique particulièrement importante qui mériterait une vraie prise en charge médicale, psychologique, sociale tant ils sont manifestement en souffrance. Et cela concerne plus particulièrement notre département où la violence intra-familiale est constatée et reconnue.

Va-t-on attendre qu'il y ait un ou plusieurs drames pour qu'enfin soit pris en compte ce qui se passe dans nos écoles et établissements ?

Au vu des diverses situations, parfois particulièrement inquiétantes, nous ne sommes pas à l'abri d'un enfant qui fuira son école ou établissement et ait un accident.

Au vu de la violence subie parfois quotidiennement, nous ne sommes pas non plus à l'abri qu'un personnel disjoncte ! Et là, il y aura une très forte réactivité ! Nous serons là pour rappeler nos alertes répétées et celle des personnels.

Dans notre département, 75 à 80% des fiches concernent des élèves à forts troubles du comportement, et cela concerne actuellement plus de 25 écoles différentes. Plus que les chiffres, les mots sont édifiants : morsure d'une ATSEM, d'une AESH, d'une ou d'un enseignant, coups, crachats, insultes, jets de chaise, classe démontée et c'est parfois quotidien. C'est inadmissible et il est important de rappeler que cela ne fait pas partie du métier ! Et il faut absolument en tenir compte et apporter une réponse effective à des situations qui perdurent parfois d'une année sur l'autre.

Cerise sur ce gâteau particulièrement indigeste pour des personnels épuisés après un mois, et c'est la première fois que l'on peut le constater dans de telles proportions, nos collègues directeurs particulièrement impactés par une charge de travail démesurée en cette rentrée ont très mal pris la mise en cause brutale et fortement médiatisée d'une directrice lors d'un drame récent en Eure.

Nos collègues directrices et directeurs qui croulent comme jamais sous le travail ont été légitimement très touchés de cette mise en cause médiatique après ce drame. Il est utile de rappeler qu'ils sont souvent seuls pour rédiger des IP, IP qui restent d'ailleurs souvent sans suite... Sans oublier les autres alertes multiples faites qui restent aussi sans réponse, en tout cas sans solution... Et nous savons que les personnels sociaux sont submergés et qu'ils n'arrivent pas à recruter.

Vous comprendrez aisément qu'au vu de cette situation plus qu'inquiétante après un mois, pour **l'UNSA Education** s'il y avait une urgence en cette rentrée, c'est de prendre en compte ce qui se passe. L'école ne peut être la seule à résoudre toutes les problématiques d'autant plus qu'elles sont de plus en plus importantes. Et je m'adresse à vous en tant que représentant départemental de l'éducation nationale et donc en tant qu'employeur, qui se doit de protéger ses personnels.

Nous savons que vous ne pouvez faire qu'avec des moyens dont vous disposez et avec les lois en vigueur et les moyens qui ne dépendent pas que de l'éducation nationale... Nous vous demandons officiellement d'alerter notre ministre de cette situation particulièrement alarmante en premier lieu pour les élèves concernés, mais aussi pour leurs camarades et leurs enseignants et accompagnants eux aussi en souffrance.

Cette souffrance au travail a un effet immédiat ou à long terme sur la santé des personnels et peut donc entraîner des arrêts de travail, parfois longs et aussi des volontés de plus en plus importantes de quitter le métier.

Pour notre fédération **UNSA Éducation**, il faut

- Des moyens humains, matériels et pédagogiques pour sortir du bla-bla.
- L'école ne peut pas tout, toute seule, les enseignant·es ne sont pas des soignant·es. La coopération avec le secteur médico-social est la clé de la réussite pour l'inclusion.
- Une prise en charge adaptée, souple et plurielle pour protéger les enfants.
- Un regard croisé sur l'enfant avec des personnels spécialisés en nombre suffisant.
- Revaloriser le statut des Accompagnant·es d'Élèves en Situation de Handicap (AESH).

Malheureusement, nos demandes lors de la première Conférence Nationale du Handicap n'ont absolument pas été entendues puisque lors de la réunion avec le ministre sur ce sujet, il n'y a eu aucune écoute... Pour le dernier volet de la Conférence Nationale du Handicap un calendrier nous a été imposé avec des mesures totalement déconnectées de la réalité du terrain, n'entendant absolument pas les fortes alertes répétées par les personnels.

En résumé, tout va très mal mais on continue comme si de rien n'était, cet aveuglement aura très vite ses limites...

Nous vous remercions de votre attention.